

**Proposition de grève**

- ✓ **Considérant** l'attitude paternaliste du ministre de l'éducation pendant l'ensemble du processus du Sommet sur l'enseignement supérieur, et plus particulièrement lors de sa réponse à l'ultimatum lancé par l'ASSÉ portant sur la présence de débat sur la gratuité scolaire comme étant une solution réalisable au Québec;
  - ✓ **Considérant** qu'il ne faut pas réduire le plus important mouvement de contestation étudiante de l'histoire du Québec et de révolte populaire de près de 7 mois à une consultation bidon et où les cartes sont déjà jouées;
  - ✓ **Considérant** que l'indexation n'est pas une solution viable pour financer l'éducation, et qu'elle concrétise la marchandisation de l'éducation que nous dénonçons depuis plusieurs années déjà;
  - ✓ **Considérant** les positions de l'AGECVM contre l'indexation;
  - ✓ **Considérant** que l'assurance-qualité se base sur une définition biaisée et antihumaniste de l'éducation;
  - ✓ **Considérant** que les résultats du Sommet risquent fort d'aller dans cette direction;
  - ✓ **Considérant** nos positions de méfiance face au Sommet;
  - ✓ **Considérant** que les acteurs participants au dit Sommet n'ont aucun pouvoir décisionnel et que le gouvernement décidera seul des conclusions qui en découleront;
- 
- ❖ **Que l'AGECVM soit en grève** lors du Sommet sur l'éducation supérieur, soit les 25 et 26 février prochain
  - ❖ **Que l'AGECVM appelle à une participation massive et active** lors de ces deux journées de manifestations et d'actions.
  - ❖ **Que l'AGECVM tienne une campagne d'information** sur les conclusions du Sommet de l'éducation et qu'une assemblée générale de réflexion soit convoquée dans les deux semaines suivant l'annonce de ces conclusions.
  - ❖ **Que l'AGECVM affirme dès maintenant** que si le Sommet se conclut par une hausse des frais de scolarité, peu importe sa forme, toute mesure qui diminuerait l'accessibilité aux études, la qualité de l'enseignement, le financement des universités et des cégeps, et ce qu'il y a de démocratique dans le fonctionnement de nos institutions d'enseignement, l'encadrement du droit de grève ainsi que tout nouvel encadrement des modalités d'association, de financement et de prise de décisions des étudiant-e-s que les membres de l'AGECVM jugeraient néfastes ou l'implantation de moyens d'assurance-qualité, dont la CEUQ, l'AGECVM envisagerait de reprendre son moyen ultime de contestation, soit la grève générale illimitée .